

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

Séance extraordinaire du 5 octobre 2020

Séance extraordinaire du Conseil Municipal de la Municipalité de Saint-Calixte tenue le 5 octobre 2020 à 19 h 00

Dans le contexte de la pandémie (COVID-19) il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux, cette séance sera tenue à huis clos.

ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour tel qu'il fut présenté dans l'avis de convocation, l'avis de convocation fut signifié à tous les membres du Conseil tel que requis par les dispositions du code municipal

1. Présences
2. Achat d'une pompe Flygt pour la station de pompage # 3 auprès de « Les Entreprises B. Champagne Inc. »
3. Octroi de contrat – Pavage Multipro inc. – Route 335
4. Mandat à DWB consultants – Surveillance des travaux – Réfection et rénovation après sinistre du garage municipal
5. Mandat à HZDS Architectes – Surveillance des travaux – Réfection et rénovation après sinistre du garage municipal
6. Présentation, dépôt et avis de motion du projet de règlement numéro 672-2020 concernant l'obligation d'installer une soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal
7. Dépôt de deux lettres de démission
8. Période de questions

EXCEPTIONNELLEMENT les questions doivent être reçues à la municipalité avant 16 h le 5 octobre 2020, par courriel à reception@mscalixte.qc.ca
9. Levée de la séance

1. **PRÉSENCES**

Son honneur le maire Michel Jasmin préside la session à laquelle assistent Messieurs les conseillers Keven Bouchard, Denis Mantha et Richard Duquette.

Assistent également à la séance, M. Mathieu-Charles LeBlanc, directeur général et Mme Liette Martel, directrice générale adjointe agissant à titre de secrétaire de la séance.

2. **ACHAT D'UNE POMPE FLYGT POUR LA STATION DE POMPAGE # 3 AUPRÈS DE « LES ENTREPRISES B. CHAMPAGNE INC. »**

Retiré

CONSIDÉRANT QUE la pompe de la station de pompage # 3 est tellement endommagée qu'elle ne vaut pas la peine d'être réparée;

CONSIDÉRANT QUE nous devons faire l'achat d'une nouvelle pompe Flygt neuve, en remplacement de la pompe endommagée;

CONSIDÉRANT la soumission de Les Entreprises B. Champagne Inc.;

CONSIDÉRANT QUE les dépenses au-delà de 10 000 \$ doivent être approuvées par le conseil;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER DENIS MANTHA, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE:

QUE le conseil autorise l'achat d'une pompe Flygt neuve, modèle NP3102, 5 hp, auprès de « Les Entreprises B. Champagne Inc. », le tout en conformité avec leur soumission #S-1440 datée du 18 septembre 2020, pour un montant de 11 185.10 \$ excluant les taxes applicables.

Que cette dépense soit imputée à même le budget de fonctionnement aux activités d'investissement (GL : 03 31000 001);

Que le directeur général soit autorisé à payer, au moment opportun, la facture relative à cet achat.

Retiré

3. OCTROI DE CONTRAT – PAVAGES MULTIPRO INC – RÉFECTION DE PAVAGE SUR LA ROUTE 335

Cet item a été retiré.

2020-10-05-242

4. MANDAT À DWB CONSULTANTS – OFFRE DE SERVICES SURVEILLANCE PARTIELLE DES TRAVAUX APRÈS SINISTRE – GARAGE MUNICIPAL

CONSIDÉRANT QUE le contrat pour les travaux de réfection et rénovation après sinistre du garage municipal a été octroyé;

CONSIDÉRANT QUE la surveillance partielle des travaux pour les disciplines de structure, mécanique et électricité du bâtiment est nécessaire;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER RICHARD DUQUETTE, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE:

Qu'un mandat soit et est accordé à la firme « DWB CONSULTANTS », afin de procéder à la surveillance partielle des travaux pour les disciplines de structure, mécanique et électricité du garage municipal, dans

le cadre des travaux après sinistre, le tout en conformité avec leur offre de services « Offre de changement no. OC-1 » datée du 20 juillet 2020 sous le numéro de contrat DWB : 6675, pour un montant de 13 494 \$, excluant le kilométrage et les taxes applicables.

Que le directeur général soit autorisé à payer, au moment opportun, les factures relatives à ce mandat.

2020-10-05-243

5. MANDAT À HZDS - ARCHITECTES – OFFRE DE SERVICES SURVEILLANCE PARTIELLE DES DIVERS DE RÉFECTION ET RÉNOVATION APRÈS SINISTRE – GARAGE MUNICIPAL

CONSIDÉRANT QUE le contrat pour les travaux de réfection et rénovation après sinistre du garage municipal a été octroyé;

CONSIDÉRANT QUE la surveillance des travaux en architecture est essentielle;

CONSIDÉRANT l'offre de service professionnelle en architecture – Surveillance de Hébert, Zurita, Danis Smith Architectes;

EN CONSÉQUENCE,

SUR LA PROPOSITION DE M. LE CONSEILLER DENIS MANTHA, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE:

Qu'un mandat soit et est accordé à la firme « **HZDS ARCHITECTES** », afin de procéder à la surveillance des travaux en architecture, dans le cadre des travaux après sinistre, le tout en conformité avec leur offre de service professionnelle datée du 14 août 2020, pour un montant de 12 000 \$, excluant les taxes applicables.

Que le directeur général soit autorisé à payer, au moment opportun, les factures relatives à ce mandat.

AM-2020-10-05-15

6. PRÉSENTATION, DÉPÔT ET AVIS DE MOTION

Monsieur le maire présente le projet de règlement.

Suite à la période de pandémie de la COVID-19, le projet dudit règlement a été publié sur le site web de la municipalité afin que les citoyens puissent en prendre connaissance.

AVIS DE MOTION

Je, Keven Bouchard, conseiller, avise les membres du conseil qu'à une séance ultérieure il sera présenté un règlement ayant pour objet de régler l'installation de soupape de sûreté (clapet de non-retour) à l'égard de tout immeuble desservi par le service d'égout municipal afin d'éviter les refoulements des eaux d'égout.

Je demande également dispense de lecture dudit règlement, et ce, conformément à la loi.

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 672-2020

PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT L'OBLIGATION D'INSTALLER UNE SOUPE DE SÛRETÉ (CLAPET DE NON-RETOUR) À L'ÉGARD DE TOUT IMMEUBLE DESSERVI PAR LE SERVICE D'ÉGOUT MUNICIPAL

CONSIDÉRANT QUE les articles 19 et 21 de la Loi sur les compétences municipales permettent à toute municipalité locale d'adopter des règlements en matière d'environnement;

CONSIDÉRANT QU' il est à propos et dans l'intérêt de la municipalité et des citoyens de réglementer l'installation de soupe de sûreté (clapet de non-retour);

CONSIDÉRANT QUE le présent règlement vise à éviter les refoulements des eaux d'égout;

CONSIDÉRANT QU' un avis de motion a dûment été présenté lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 5 octobre 2020 en vue de l'adoption du présent règlement;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de _____, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents suite au vote :

Que le conseil municipal adopte le présent règlement à toutes fins que de droit et qu'il soit décrété, statué et ordonné ce qui suit par le présent règlement ;

CHAPITRE 1 **DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES**

ARTICLE 1 : **OBJET DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a pour objet d'imposer la mise en place, le maintien et l'entretien d'appareils destinés à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout et d'exonérer la Municipalité en cas de non-respect de ce règlement.

ARTICLE 2 : **TERRITOIRE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité.

ARTICLE 3 :**INTERPRÉTATION DU TEXTE**

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c.I-16).

ARTICLE 4 :**RENOI**

Tous les renvois à une loi ou à un autre règlement s'appliquent aussi à toute modification postérieure de celui-ci.

Conformément au paragraphe 6^o du 1^{er} alinéa de l'article 6 de la *Loi sur les compétences municipales*, tous les amendements apportés au code après l'entrée en vigueur du présent règlement en font partie intégrante comme s'ils avaient été adoptés par la municipalité. De telles modifications entrent en vigueur conformément à ce que prévoit ladite Loi.

ARTICLE 5 :**TERMINOLOGIE**

À moins que le contexte l'indique autrement, dans le présent règlement, on entend par:

« *clapet antiretour* » : un dispositif étanche de protection contre les refoulements permettant l'écoulement unidirectionnel dans le réseau d'égout;

« *code* » : « *Code national de la plomberie – Canada 2015* » et le « *National Plumbing Code of Canada 2015* », publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, ainsi que toutes modifications ultérieures pouvant être publiées par cet organisme et selon les modifications apportées par une loi ou un règlement du Québec, notamment la *Loi sur le bâtiment* et le Code de construction adopté en vertu de cette loi (c. B-1.1, r. 2);

« *eau pluviale* » : l'eau de pluie ou provenant de la fonte des neiges, l'eau de refroidissement et l'eau provenant de la nappe phréatique;

« *eaux usées* » : eaux de rejet autre que les eaux pluviales;

« *puisard* » : fosse étanche ou trou réalisé dans le sol destiné à collecter les eaux pluviales provenant d'un drain de fondation (drain français) ou de la nappe phréatique pour ensuite les acheminer à l'extérieur d'un bâtiment à l'aide d'une pompe;

« *réseau d'égout sanitaire* » : un système de drainage qui reçoit les eaux usées;

« *réseau d'égout pluvial* » : un système de drainage dans lequel se drainent l'eau pluviale et l'eau souterraine;

« *réseau d'égout unitaire* » : un système de drainage qui reçoit à la fois l'eau usée et de l'eau pluviale.

CHAPITRE 2

PROTECTION CONTRE LES REFOU- LEMENTS

ARTICLE 6 :

OBLIGATION

Quelle que soit l'année de construction, le propriétaire de toute construction desservie par le réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire doit installer le nombre de clapets antiretours requis pour éviter tout refoulement. Ces clapets doivent être installés et maintenus conformément au code, aux règles de l'art et aux dispositions du présent règlement, lesquelles ont, en cas d'incompatibilité, préséance sur les dispositions du code.

En plus de toutes autres normes prévues au code, de tels clapets doivent être installés sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées ou pluviales de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, intercepteurs, drains de fondation, les réservoirs et tous les autres siphons installés sous le niveau des têtes de regards de rue, de même que toute conduite de déversement via laquelle est susceptible de survenir un refoulement ou un dégât d'eau.

Le propriétaire ou la personne qu'il désigne doit entretenir et vérifier le dispositif antiretour chaque année, de façon à s'assurer que l'ensemble des installations, relatives à sa construction, est conforme au présent règlement.

Il est interdit d'installer un clapet antiretour sur le collecteur principal.

Les clapets à insertion (communément appelés « squeeze-intérieur ») sont interdits.

Le propriétaire ayant un puisard doit obligatoirement être protégé par un clapet antiretour sur la conduite d'évacuation de la pompe de puisard.

En l'absence d'égout municipal, il appartient à chaque propriétaire d'installer un puisard aux endroits requis de manière à éviter tout dégât d'eau.

ARTICLE 7 :**ACCÈS**

Le propriétaire doit installer les clapets antiretour de façon à ce qu'ils soient faciles d'accès en tout temps, notamment pour leur entretien et nettoyage.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, tout type de clapet antiretour doit être placé à un endroit accessible, à des fins d'utilisation conforme, d'entretien (réparation et/ou remplacement) et de nettoyage. Le propriétaire doit s'assurer en tout temps de maintenir l'accessibilité aux clapets.

Le puisard et la pompe de puisard doivent être accessibles en tout temps. La pompe doit être entretenue chaque année.

ARTICLE 8 :**COUP DE BÉLIER ET AMORTISSEUR**

Toute construction desservie par le réseau d'aqueduc de la municipalité doit être protégée par un nombre d'amortisseurs suffisant pour protéger cette construction et son contenu contre un coup de bélier provenant du réseau d'aqueduc de la Municipalité.

ARTICLE 9 :**DÉLAI**

Les obligations prévues à l'article 6 s'appliquent à un bâtiment déjà érigé au moment de son entrée en vigueur. Le propriétaire bénéficie toutefois, dans ce dernier cas, d'un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette obligation.

CHAPITRE 3**AUTRES EXIGENCES****ARTICLE 10 :****ÉVACUATION DES EAUX PLUVIALES PROVENANT D'UN BÂTIMENT**

Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment qui sont évacuées au moyen de gouttières ou d'un tuyau de descente pluviale doivent être évacuées sur une surface perméable. Toutefois, le tuyau de descente pluviale doit se prolonger d'au moins 2 m à partir du mur de fondation du bâtiment, sans dépasser la ligne de l'emprise de rue.

S'il est impossible d'évacuer ces eaux sur une surface perméable, elles peuvent être dirigées vers un puits d'infiltration ou tout autre ouvrage de rétention. La base du puits d'infiltration ne doit pas être située à un niveau inférieur à celui de la nappe phréatique et le puits d'infiltration doit être situé à au moins 4 m du mur de fondation et à au moins 2 m de

la ligne d'emprise de rue.

En tout temps, il est interdit de connecter ou de brancher une gouttière ou un tuyau de descente pluviale au drain de fondation.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 11 :

VISITE ET INSPECTION

Dans l'exercice de ses fonctions, tout fonctionnaire ou employé de la municipalité peut visiter et examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, est respecté, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit laisser le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité pénétrer sur les lieux et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 12 :

ENTRAVE ET RENSEIGNEMENT FAUX OU TROMPEUR

Il est interdit à toute personne d'entraver un fonctionnaire ou un employé de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions.

Il est également interdit à toute personne de donner sciemment un renseignement faux ou trompeur dans le cadre de l'application des dispositions du présent règlement.

CHAPITRE 5

INFRACTION ET PEINE

ARTICLE 13 :

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de 500 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale et d'une amende maximale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ces montants sont doublés.

Que la séance soit levée à 19 h 06

MICHEL JASMIN, MAIRE

MATHIEU-CHARLES LEBLANC, DIRECTEUR GÉNÉRAL

« Je, Michel Jasmin, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».